

Du mouvement ouvrier aux Gilets jaunes, métamorphoses du mouvement social et de son rapport au politique

mardi 1er octobre 2019, par Christophe Aguiton, Pierre Khalifa

L'irruption inattendue d'un mouvement social d'ampleur nationale hors de tout cadre syndical et politique, un mouvement capable d'ébranler, au moins momentanément, le pouvoir en place est le signe d'une profonde métamorphose des formes de mobilisation sociale et de son rapport aux forces politiques de gauche. Le mouvement des Gilets jaunes a émergé à la suite d'autres phénomènes qui remettaient déjà en cause la mainmise de la gauche politique et du mouvement syndical sur les mobilisations sociales, comme les « cortèges de tête [1] » dans les manifestations syndicales qui regroupent aujourd'hui une majorité de manifestants, ou l'apparition de « Nuit debout », un équivalent français aux mouvements Occupy de 2011, pendant les mobilisations de 2016 contre la réforme du droit du travail.

En France le mouvement des Gilets jaunes n'est pas le seul à se structurer à côté des structures syndicales, associatives ou politiques traditionnelles en utilisant massivement les réseaux sociaux et les outils numériques. L'organisation des « marches pour le climat » qui mobilisent depuis des mois des centaines de milliers de personnes s'est aussi appuyée sur les outils numériques, avec une faible influence des associations traditionnelles.

Fin du mouvement ouvrier ?

Comment expliquer cette situation nouvelle ? Il faut partir de la disparition des deux projets d'émancipation du XX^e siècle [2] en Europe, le projet social-démocrate et le projet communiste. Le premier a sombré dans l'acceptation du néolibéralisme, le second a transformé le rêve d'une société égalitaire en cauchemar totalitaire. Malgré leurs différences profondes, ces deux projets avaient en commun d'être organiquement liés à une classe sociale, le prolétariat, très vite élargi à la notion sociologique de classe ouvrière, puis de salariat.

La force d'un imaginaire social porteur de « lendemains qui chantent », le communisme ou le socialisme, surdéterminait alors l'identité des individus qui avaient une « identité de classe ». Une fois cet imaginaire disparu, suite à l'échec des processus révolutionnaires du siècle précédent et à l'expérience du « socialisme réellement existant », l'identité de classe s'est d'autant plus vite effondrée que la restructuration du capital a entraîné une dispersion des salarié.es avec notamment la fin des grandes concentrations ouvrières, le tout sur fond de défaites sociales considérables. Cette restructuration s'est accompagnée

de la reprise et de l'extension du phénomène de marchandisation. La domination du capital ne se réduit plus à la sphère des rapports de production mais vise la société tout entière avec la volonté d'étendre le règne de la marchandise à tous les aspects de la vie sociale et à la vie elle-même. Les transformations du capitalisme entraînent donc une multiplicité d'antagonismes qui sont autant de terrains d'affrontement avec la logique marchande.

De plus, les contradictions, mises longtemps sous le boisseau par une conception qui hiérarchisait les combats et les priorités en les soumettant à la question sociale et aux organisations qui la représentent, n'ont pas manqué de resurgir. C'est le cas, par exemple de la lutte contre l'oppression des femmes ou contre le racisme et des questions écologiques. Il existe dans la société une multiplicité d'oppressions et de dominations croisées qui se renforcent réciproquement et qui ne peuvent se réduire à la seule opposition capital/travail, même si cette dernière reste cruciale. Une même personne peut à la fois être exploitée par le capital, opprimée par d'autres exploités ou en opprimer d'autres et prise dans des configurations discriminantes. L'appartenance sociologique au salariat ne suffit donc pas à déterminer l'identité des individus, leurs comportements et leurs priorités.

Cela ne veut évidemment pas dire que le rapport capital/travail soit devenu secondaire, ni que les salarié.es ne sont plus exploités.es. Le capitalisme repose toujours sur l'exploitation du travail. Mais il ne se réduit pas à cette exploitation et nombre de dominations et d'oppressions ne peuvent être réduites à la domination du capital. On ne peut donc pas hiérarchiser les formes de domination et d'oppression. Il y a des terrains d'affrontements différents avec des acteurs qui se configurent différemment suivant ces terrains et les circonstances.

L'articulation et la convergence entre ces terrains et ces acteurs ne seront pas spontanées et relèvent d'un processus de construction politique.

Disparition d'un imaginaire émancipateur lié à la classe ouvrière, transformation du capitalisme et défaites sociales considérables se sont combinées pour concourir à l'effondrement du mouvement ouvrier. S'il y a encore des partis de gauche et des syndicats, on peut considérer que le mouvement ouvrier, en tant que mouvement d'émancipation lié à une classe sociale particulière, n'existe plus. Première conséquence de cette situation, les mobilisations sociales ne sont plus polarisées automatiquement par les partis de gauche et les syndicats. Elles peuvent devenir un enjeu de bataille avec l'extrême droite.

Les Gilets Jaunes, catalyseurs des oppositions politiques à Emmanuel Macron

L'irruption des Gilets Jaunes s'est produite de façon inattendue, avec des outils de mobilisations et des codes tout à fait nouveaux. Aucune organisation n'en a été à l'origine, mais des individus qui ont agi sur les réseaux sociaux, sans coordination préalable entre eux. Le premier moyen d'action proposé était à la fois très simple et sans aucun risque : prendre son gilet jaune, un équipement obligatoire pour tout véhicule, et le placer en évidence sous le pare-brise de sa voiture. Dès début novembre dans tout le pays – si l'on excepte les métropoles – ce signe de reconnaissance s'est répandu comme une trainée de poudre. Dans les jours qui précéderent le 17 novembre, jour des premières manifestations de rue, il était clair que le mouvement devenait massif. Mais sa nouveauté, son originalité et son origine – protester contre le prix du carburant – ont produit de la méfiance chez les organisations traditionnelles, en particulier les syndicats, associations et partis de gauche. Leur crainte était de voir un mouvement de type poujadiste [3], alimenté par l'extrême droite.

Mais dès le 17 novembre, quand les manifestants se sont exprimés par les différentes interviews réalisés par les médias, il est devenu évident que nous assistions à l'émergence d'un mouvement social dirigé contre les inégalités, l'injustice fiscale et l'abandon de pans entiers du territoire, un mouvement soutenu massivement par l'opinion publique. Et en l'espace de quelques jours tous les partis et courants politiques, à l'exception de la République en marche, le parti d'Emmanuel Macron, ont soutenu les Gilets Jaunes. La France insoumise et Jean Luc Mélenchon ont été les tout premiers à prendre position en faveur des Gilets Jaunes et appelé à rejoindre les ronds-points et les manifestations du samedi. Mais presque immédiatement tous les partis opposés à Emmanuel Macron ont soutenu les Gilets Jaunes, à gauche, du NPA au Parti Socialiste, à droite, avec les Républicains et les souverainistes de Debout la France ou à l'extrême droite avec le Rassemblement national et les groupuscules identitaires. Seuls EELV a exprimé une voix

dissonante, en déclarant comprendre les Gilets Jaunes mais en soulignant, dans le même temps, l'importance des mesures contre les émissions de gaz à effet de serre, dont les taxes sur les carburants. Nous reviendrons sur les prises de position des syndicats et des associations et sur les Gilets Jaunes et le Rassemblement national, mais avant d'en finir avec les réactions des partis politiques trois éléments méritent d'être soulignés.

Le premier élément porte sur la réaction des Républicains. Pour mémoire, le Parti Républicain est l'héritier de l'UMP, l'Union pour un Mouvement Populaire, créée en 2002 par Jacques Chirac par la fusion des différentes familles de la droite, des gaullistes à la droite libérale en passant par les courants conservateurs. C'est donc le parti dont les dirigeants ont dominé la vie politique française depuis la fin des années 1950 et qui pensaient leur victoire acquise pour les présidentielles de 2017. La victoire d'Emmanuel Macron et la percée du Front national de Marine Le Pen ont précipité les Républicains dans une crise majeure dont ils ne sont pas sortis. Laurent Wauquier, le président élu par les militants, a porté une orientation très droitiste, s'opposant à Emmanuel Macron sur tous les sujets et essayant de séduire les électeurs d'extrême droite. Il a donc, dans une première étape, soutenu sans nuance les Gilets jaunes, portant lui-même le gilet lors d'un rassemblement public. Mais la base sociale des Républicains est âgée et de classes moyennes et supérieures. Un électorat favorable à « la loi et l'ordre » et qui a donc été choqué par les violences qui ont accompagné les manifestations du samedi des Gilets jaunes. Les Républicains ont beaucoup reculé lors des élections européennes de mai 2019, avec seulement 8 % des voix, sanction d'une ligne droitiste mais aussi brouillée et contradictoire.

La deuxième remarque porte sur l'attitude des forces de gauche pendant le mouvement des Gilets Jaunes. À partir du 17 novembre 2018, elles ont toutes soutenu le mouvement, mais leur implication pratique sur les ronds-points et les manifestations du samedi n'a concerné que les forces les plus militantes, la France insoumise et, dans une moindre mesure, le PCF et le NPA.

Ces soutiens et ces implications ne leur ont pas permis de construire une vraie implantation, avec le gain de nouveaux militants ou la création de nouvelles équipes. Une des raisons tient au décalage entre des militants aguerris et expérimentés, issus souvent de couches moyennes intellectuelles, et les Gilets jaunes, issus de couches populaires et n'ayant, pour la grande majorité d'entre eux, aucune expérience militante. Mais ce n'est pas la seule raison. Si les Gilets jaunes acceptaient la participation de membres d'organisations politiques, ceux-ci ne devaient pas apparaître en tant que tels. Le rejet de toute organisation, qu'elle soit syndicale ou politique, a été une caractéristique majeure de ce mouvement. A cela il faut ajouter le fait que depuis maintenant des années les mouvements sociaux qui ont secoué le pays, loi travail sous Hollande ou réforme de la SNCF par Macron, par exemple, ne se sont pas traduits par des gains militants, pas plus pour les syndicats que pour les partis politiques. Il s'agit là d'une des conséquences des transformations des modes d'engagement, qui ne passe plus,

pour l'essentiel, par une adhésion durable à des mouvements structurés, mais par des engagements plus ponctuels, ce qui ne signifie en rien une moindre politisation ou un désintérêt pour les questions sociales, environnementales ou démocratiques. L'augmentation sans cesse croissante de la participation aux manifestations de rue en est la preuve concrète.

Mais l'implication des militants de gauche dans le mouvement des Gilets jaunes a une très grande importance car il n'a pas permis à la droite ou à l'extrême droite de « gagner la rue ». Cela avait été le cas au Brésil, par exemple, où le mouvement pour le « Pase Libre » (les transports urbains gratuits) en 2013, sous la présidence de Dilma Rousseff, a été condamné par le Parti du Travail et les forces sociales qui lui sont proches, CUT et MST, permettant à la droite de gagner la sympathie de la rue et de lancer la contre-offensive qui a amené Jair Bolsonaro au pouvoir.

La dernière remarque porte sur l'action de petits groupes d'ultra-gauche ou d'ultra-droite pendant le mouvement des Gilets jaunes. Dès novembre, des petits groupes d'ultra-droite ont participé aux manifestations, ayant joué un rôle important dans l'occupation de l'arc de Triomphe et de la flamme au soldat inconnu. Le gouvernement a beaucoup communiqué sur cette implication au début du mouvement des Gilets jaunes, accusant l'ultra-droite et le Rassemblement national (qui n'est pas un parti de militants et donc pas vraiment présent lors des manifestations) d'être à l'origine des violences. Mais des petits groupes d'ultra-gauche, de « black blocks », ont également, et très tôt, participé aux manifestations. La cohabitation entre ultra-droite et black blocks, auxquels il faut rajouter forces politiques de gauche, n'allait évidemment pas de soi et plusieurs affrontements ont eu lieu, à Paris et surtout à Lyon, qui ont forcé l'ultra-droite à abandonner le terrain.

La présence du Rassemblement national (ex-Front national)

Marine Le Pen a fait plus de 37 % au second tour de l'élection présidentielle. Il est donc assez naturel de retrouver dans le mouvement des Gilets jaunes nombre d'électeurs du Front national (aujourd'hui devenu Rassemblement national). Le vote au premier tour de l'élection présidentielle donne une indication sur ce sujet. D'après l'enquête du collectif de sociologues et politistes [4], Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon y font à peu près jeu égal obtenant environ 19 % des voix des personnes interrogées. Il est cependant probable qu'une grande partie de celles et ceux qui se sont déclarés comme abstentionnistes ou n'ont pas répondu soient des électeurs honteux de Marine Le Pen. On peut donc penser que le vote pour cette dernière a été beaucoup plus important que ce que dit le résultat de cette enquête. Peut-on pour autant dire que ce mouvement a été dominé par l'extrême droite ?

Il y a trois éléments de réponse à cette question. La première renvoie aux revendications mises en avant par le mouvement. Le mouvement a démarré sur l'exigence de l'annulation d'une

augmentation d'une taxe sur l'essence que le gouvernement justifiait pour des raisons écologiques. On aurait donc pu craindre que le mouvement ne dégénère en une révolte antifiscale et anti-écologique, l'ambiguïté du refus des « taxes » pouvant le laisser craindre. Or, cela n'a pas été le cas, ce qui a prédominé ayant été les idées de justice sociale et fiscale, avec notamment la revendication de rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) supprimé par le gouvernement. Loin de rejeter l'écologie, le mouvement a posé le fait que la transition écologique ne doit pas être payée par les classes populaires.

Le second élément a été la marginalisation des thèmes xénophobes, racistes ou homophobes. La question de l'immigration n'a jamais été présentée comme un enjeu décisif, et ce malgré la volonté du gouvernement d'en faire un thème du « grand débat » qu'il a organisé. Certes, au moment de la signature à Marrakech du Pacte mondial des migrants en décembre 2018, des thèses complotistes anti-migrants ont fleuri sur des pages Facebook de certaines figures des Gilets jaunes, mais cette question est restée par la suite tout à fait secondaire et ce pour deux raisons : d'une part, la présence de militants syndicaux et associatifs, mais aussi politiques, du PCF, de la France insoumise ou de l'extrême gauche a permis de bloquer localement toute dérive ; d'autre part, cette question a été perçue par les Gilets jaunes comme un facteur de division propre à les affaiblir. Il existe indéniablement dans la société française, comme dans la plupart des pays européens, une xénophobie anti-migrants, mais l'extrême droite n'a pas réussi à en faire un thème porté par le mouvement.

L'antisémitisme a été encore plus marginalisé, malgré le fait que les quelques actes antisémites qui se sont produits aient été montés en épingle par les médias. Le gouvernement a bien tenté de déconsidérer les Gilets jaunes en les taxant d'antisémites, mais cette accusation n'a pas pris dans l'opinion. Les actes antisémites ont été d'ailleurs dénoncés fermement par les figures les plus en vue du mouvement et, lors des reportages faits par les radios et télévisions, les Gilets jaunes ont rejeté avec indignation toute accusation d'antisémitisme. Les groupes d'extrême droite n'ont pas réussi à faire que les juifs servent de boucs émissaires. Dans ce contexte, en février 2019, le gouvernement a mis en avant l'augmentation de 74 % des actes antisémites en 2018, passant de 311 à 541. Or en 2015, il y avait eu 800 actes antisémites recensés et l'on peut remarquer une variation importante du nombre d'actes antisémites d'une année sur l'autre, sans que l'on puisse tirer de ce fait une tendance à la hausse ou à la baisse de l'antisémitisme. Par contre, toutes les enquêtes d'opinion convergent pour indiquer une tendance de fond à l'acceptation des Français juifs dans la société. Ainsi, si seulement 36 % des personnes interrogées par l'institut de sondage Ifop en 1946 pensaient que les juifs étaient des Français comme les autres, ce pourcentage s'élève aujourd'hui à 91 %. Les stéréotypes antisémites n'ont évidemment pas disparu et toute remontée, même conjoncturelle, des actes antisémites est à prendre au sérieux. Le combat contre l'antisémitisme est un combat permanent au même titre que celui contre les autres racismes et en particulier l'islamophobie. Il est cependant faux de présenter la société française comme

étant gangrénée par l'antisémitisme et d'affirmer que les juifs seraient en danger en France.

Le troisième élément pour mesurer l'influence de l'extrême droite renvoie aux résultats de l'élection au Parlement européen. L'institut de sondage Ifop opère une distinction entre le vote des personnes qui se sentent Gilets jaunes et celles qui ne se sentent pas Gilets jaunes mais les soutiennent. [5]. Dans le premier cas, parmi ceux qui se sentent Gilets jaunes, le vote pour le RN atteint 43 % [6], soit plus de 19 points que sa moyenne nationale. Le vote pour les différentes listes de gauche, y compris EELV, atteint 35 %, équivalent au score national, mais avec une « prime » pour la France insoumise qui obtient 12 %, soit le double de son résultat national. Il est alors intéressant de constater que, parmi ceux qui se sentent Gilets jaunes et qui ont manifesté avec eux – les « vrais » Gilets jaunes –, s'opère un rééquilibrage en faveur des forces de gauche plus radicales présentes sur le terrain. Le vote pour LFI, le PCF et LO étant ainsi plus important alors même que le vote pour l'ensemble des listes de gauche reste quasi identique.

Dans le second cas, parmi ceux qui ne se sentent pas Gilets jaunes mais les soutiennent, le RN et d'autres petites listes d'extrême droite atteignent 26 % alors que la gauche, y compris EELV, voit son résultat bondir à 44 %. Il faut d'ailleurs remarquer dans ce segment le bon résultat fait par EELV (19 %), ce qui tend à prouver que le mouvement des Gilets jaunes n'a pas été perçu comme antiécologique.

On se trouve donc en présence de deux hiatus. Le premier concerne l'écart politique entre celles et ceux qui ont effectivement participé activement au mouvement et les sympathisants proches. Il peut s'expliquer par la présence des militants de d'organisations de gauche sur le terrain et par la dynamique de politisation induite par une participation active à un processus de mobilisation sociale. Le second montre une différence de vote entre la sphère « Gilets jaunes », actifs et sympathisants proches, et la partie de la population qui soutenait le mouvement, dont il faut rappeler qu'elle était majoritaire dans le pays. Il s'explique par le fait que, dans la population, le mouvement a bien été perçu nettement comme un mouvement pour la justice sociale et fiscale, donc de gauche, ce qui explique le relatif bon résultat de ces listes.

Reste à expliquer le très bon résultat fait par le RN parmi ceux qui se sentent Gilets jaunes. Il est dû, selon nous, à la conjonction de plusieurs facteurs. Les Gilets jaunes ont d'emblée rejeté toute forme de médiation politique et ont manifesté un fort refus des partis politiques. Ce rapport à la politique peut se décliner de deux manières antagoniques. La première serait d'envisager de nouvelles formes démocratiques qui permettraient la participation active de la population aux décisions qui la concernent. Cela a été le cas quand est apparue l'idée du référendum d'initiative citoyenne (RIC) qui a été fortement porté à un moment donné par le mouvement. Mais cette idéologie peut aussi vite dégénérer en un « tous pourris » qui peut alors entrer en symbiose avec ce que l'extrême droite peut avancer, de même que les thèses complotistes présentes

dans le mouvement.

Cela a été d'autant plus le cas que la seule force de gauche en capacité réelle de mener une bataille politique au sein des Gilets jaunes, la France insoumise (LFI), ne l'a volontairement pas fait, se glorifiant de les soutenir de façon acritique. Mener une telle bataille politique n'aurait évidemment pas été facile et il y avait un risque réel qu'alors LFI soit rejetée. Mais, ne pas le faire a eu un prix politique important, pour le mouvement lui-même qui a déperdi progressivement, et pour LFI qui n'en a tiré aucun bénéfice électoral. Car un troisième élément a aussi joué, le vote « utile » face à E. Macron. Ce dernier a organisé sciemment un face à face avec le RN. La volonté de faire battre E. Macron a donc profité à ce dernier, ce d'autant plus que certaines figures des Gilets jaunes ont appelé à ne pas disperser les suffrages pour faire de cette élection un « référendum anti-Macron ». LFI avait pensé en être le principal bénéficiaire au vu de son attitude de soutien aux Gilets jaunes. Mais déjà affaiblie par une ligne politique erratique, par son manque criant de démocratie interne et une image dégradée dans l'opinion, elle a subi un échec cuisant.

Une conclusion peut être tirée de ces constats. Un mouvement social n'est jamais chimiquement pur et charrie avec lui les tendances idéologiques et politiques présentes dans la société. Dans la période où le mouvement ouvrier était capable d'orienter les mouvements sociaux, ces tendances pouvaient d'abord être contenues, puis ensuite contrecarrées dans la dynamique propre de la mobilisation. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et les mouvements sociaux risquent d'être l'enjeu d'une lutte politique que la gauche devra assumer.

Mouvement syndical et associatif et Gilets Jaunes

Dans les jours qui ont précédé le 17 novembre le monde syndical et associatif partage les craintes exprimées par les forces politiques de gauche, mais dès les premiers blocages de ronds-points et les premières manifestations, la pertinence des revendications des Gilets Jaunes devient évidente. Mais les réactions des forces syndicales et associatives vont tout de suite diverger.

Deux forces syndicales vont s'exprimer au lendemain du 17 novembre. Le 17, L'Union syndicale Solidaires [7] a proposé une réunion intersyndicale pour construire une convergence avec les Gilets Jaunes et soutenir leurs revendications. Proposition qui ne sera pas reprise par les autres confédérations. La CFDT [8] va de son côté proposer le 18 novembre au gouvernement de réunir les forces syndicales pour élaborer un « pacte de conversion écologique » susceptible de répondre aux Gilets Jaunes tout en respectant les impératifs écologiques. Une proposition qui sera rejetée par le Premier Ministre et qui ne correspondait pas aux exigences des Gilets Jaunes qui rejetaient toute tentative de les représenter et de parler en leurs noms.

Ce n'est que le jeudi 6 décembre que les syndicats vont se réunir et publier une déclaration commune, signée par la CFDT, la CGT, FO, CFE-CGC, l'Unsa et la FSU, dans laquelle les syndicats « appellent le gouvernement à garantir enfin de réelles négociations ». Les questions « du pouvoir d'achat, des salaires, des transports, du logement, de la présence et de l'accessibilité des services publics, de la fiscalité doivent trouver enfin des débouchés concrets », précise le communiqué commun. Celui-ci précise aussi que les organisations « dénoncent toute forme de violence dans l'expression des revendications ». Une démarcation très nette des violences qui se sont produites dans les rassemblements du samedi, mais sans un mot sur les violences policières qui avaient blessé gravement (mains arrachées, éborgnements) plusieurs manifestants, ni sur la sévérité des condamnations de nombreux Gilets jaunes.

L'Union syndicale Solidaires, présente à la réunion, a refusé de signer ce texte, qu'elle décrit comme « hors sol » : « Une posture d'unité syndicale qui n'évoque pas les violences subies par les manifestant-es depuis plusieurs années, et encore plus gravement depuis les dernières semaines, est inconcevable pour Solidaires ». Pour le syndicat, il n'est pas possible « de décider qu'il est urgent de ne rien faire ».

En pratique, plusieurs unions locales et départementales de la CGT ont, tout comme l'Union syndicale Solidaires, appelé à rejoindre les ronds-points et manifestations du samedi des Gilets jaunes, mais aucune des grandes confédérations n'a pris cette position. Ce n'est que bien plus tard que des journées communes vont rassembler une partie significative du monde syndical et les Gilets jaunes. Le 5 février 2019, la CGT va appeler à la grève en convergence avec des leaders des Gilets jaunes comme Éric Drouet. Une journée qui ne sera pas un raz-de-marée mais qui réussira à rassembler plusieurs centaines de milliers de manifestants dans tout le pays (137 000 manifestants pour le Ministère de l'Intérieur). Une journée qui sera suivie d'autres rendez-vous communs, en particulier pour la journée du 1^{er} mai. Mais les réalités locales ont été très différentes d'une ville et d'une région à une autre. À Toulouse, par exemple, un des points forts du mouvement, la CGT et Solidaires ont participé très tôt aux samedis des Gilets jaunes et créé ainsi une dynamique de convergence très réussie, avec participation des responsables syndicaux et politiques aux assemblées générales des Gilets jaunes.

On voit bien qu'à la différence de la gauche politique l'essentiel du mouvement syndical s'est tenue à distance du mouvement des Gilets jaunes. Les raisons en sont multiples. Le rejet quasi viscéral de toute organisation syndicale par les Gilets jaunes, au début du mouvement, en est une des causes et n'a pas facilité le rapprochement. Pour les organisations syndicales, des craintes légitimes existaient sur la nature de ce mouvement, mais les syndicats, et en particulier la CGT, s'est exprimée sans nuances ni précautions. Le 16 novembre, Philippe Martinez, secrétaire générale de la CGT déclarait à la presse « la CGT ne peut défilier à côté du Front National », et ajoutait que « des grands patrons soutiennent le mouvement »... Paradoxalement, le 6 décembre, il signe une tribune, initiée par Attac et la Fondation Copernic, en

compagnie de plusieurs centaines de personnalités de la société civile, artistes, intellectuels, responsables syndicaux et associatifs, appelant à manifester le samedi suivant en convergence avec les Gilets jaunes. Le lendemain cependant, il donne une interview dans le journal *Le Monde* où il dit exactement le contraire... La CGT apparaît ainsi totalement ballottée.

Dans un deuxième temps, les syndicats ont évolué, mais les violences qui ont accompagné les manifestations du samedi ont terrifié les confédérations syndicales les plus modérées.

La position de la CGT est plus difficilement compréhensible. La confédération n'a jamais appelé à rejoindre les manifestations du samedi et les seuls moments de convergences sont arrivés tard et toujours par une convergence des Gilets jaunes vers des appels syndicaux, alors pourtant que de nombreuses unions locales ou secteurs professionnels de la CGT ont, comme Solidaires, rejoint les cortèges des Gilets jaunes. Cette position s'explique d'abord par le refus traditionnel de la CGT de participer à un mouvement qu'elle ne contrôle pas, au moins en partie. Cette réaction était d'autant plus forte que le mouvement des Gilets jaunes apparaissait peu structuré, sans direction officielle avec qui la CGT aurait pu discuter. Le caractère spontané du mouvement, ses formes d'organisation et d'action, tout cela était en contradiction avec la culture de la CGT. Cette explication se combine avec une autre qui a trait au refus catégorique de rejoindre une initiative qui, de fait, remet en cause le monopole syndical de la négociation collective. En France, comme dans de très nombreux pays, seuls les syndicats sont légitimes à négocier tout ce qui touche à la condition salariale, temps de travail, droit de travail, salaires, retraites, etc. Le mouvement des Gilets jaunes était un mouvement hybride, politique quand il revendiquait l'instauration d'un Référendum d'initiative citoyenne (le RIC) mais aussi social en revendiquant moins d'inégalité, plus de pouvoir d'achat, de meilleures retraites...

Mais ces revendications, pour les Gilets jaunes, ne pouvaient être portées par des organisations extérieures au mouvement, et cela était valable pour les confédérations syndicales. Et c'est cela que la CGT ne pouvait accepter !

Le 52^e congrès de la CGT s'est tenu mi-mai 2019 à Dijon. La question des Gilets jaunes a été au cœur des débats et de nombreuses voix ont contesté l'attitude de la confédération dont le rapport d'activité n'a été voté que par 70 % des voix.

Les associations ont été beaucoup moins percutées par le mouvement des Gilets jaunes que le mouvement syndical. Seule Attac France s'est impliquée dans le mouvement [9] dans une démarche assez similaire à celle de l'Union syndicale Solidaires, mais avec une difficulté supplémentaire. En effet, depuis le début du mois de septembre 2018, un mouvement de masse réclamant la justice climatique s'est construit en France, comme dans de nombreux pays, et il a été initié par Attac France et l'association d'origine américaine 350.org. Le 8 septembre, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans tout le pays,

des appels sur les réseaux sociaux ayant largement amplifié un mouvement qui a été renforcé par la démission, pendant l'été, du populaire Ministre de l'écologie Nicolas Hulot. Après le succès du 8 septembre et les premières grèves du vendredi qui éclataient dans les lycées, une grande journée de mobilisation avait été convoquée pour le samedi 8 décembre.

Tout le travail d'Attac, mais aussi de Solidaires et de plusieurs associations écologistes, a été de faire converger ce jour-là marches pour le climat et mobilisation des Gilets jaunes, avec un résultat inégal suivant les villes et les régions.

Le mouvement des Gilets jaunes a profondément marqué le pays, et cela pendant près de 6 mois. Il est difficile de savoir ce qu'il deviendra. La participation aux mobilisations du samedi est maintenant assez faible et ne peut peser sur le pouvoir. Il est peu probable qu'elle puisse rebondir à court terme sauf événement imprévu. Une partie minoritaire du mouvement cherche à

s'organiser durablement à travers le processus dit « assemblée des assemblées », la dernière s'étant tenue fin juin dans la petite ville de Montceau-les-Mines. Dans une situation où la base sociale d'E. Macron reste faible, mais où il n'a pas renoncé à vouloir imposer la transformation néolibérale de la société, tout dépendra de la capacité de ce mouvement à passer des alliances avec d'autres. Le mouvement des Gilets jaunes est en cohérence avec les nouvelles formes de mobilisations, dans lesquelles les organisations pèsent beaucoup moins qu'auparavant et où les réseaux sociaux et outils numériques permettent une auto-organisation efficace et rapide de personnes souhaitant s'y impliquer. En cela il est très proche des marches climat qui lui sont contemporaines. Mais sa composition sociale et sa capacité à articuler questions sociales et questions politiques, avec un questionnement très fort sur les modèles démocratiques, sont tout à fait nouvelles et permettent de penser de nouvelles alliances et de nouvelles articulations politiques. C'est ce qu'il faudra mettre sur l'ouvrage dans les années qui viennent.

Notes

[1] Dans les manifestations syndicales, le « cortège de tête » rassemble, comme l'indique son appellation, celles et ceux qui se mettent en tête de la manifestation, hors de toute appartenance syndicale. Composé de gens plutôt jeunes, il peut être quelques fois plus nombreux que le cortège syndical officiel et est marqué par une radicalité plus importante tant par ses mots d'ordre que par sa tolérance envers les actes de violence.

[2] Un troisième projet d'émancipation lié aux révolutions anticoloniales a lui aussi échoué avec, après les indépendances, la confiscation du pouvoir par une caste militaro-bureaucratique sombrant dans l'affairisme.

[3] Mouvement d'artisans et commerçants initié dans les années 1950 par Pierre Poujade et qui a véhiculé des thèses antiparlementaires proches de celles de l'extrême droite

[4] [Quantité critique](#)

[5] [Les résultats sont sensiblement différents suivant la catégorie concernée](#). Merci à Stathis Kouvelakis d'avoir attiré notre attention sur cette enquête d'opinion. Son interprétation relève évidemment de notre propre responsabilité.

[6] En ajoutant d'autres petites listes explicitement d'extrême droite, cette dernière atteint 48 %.

[7] L'Union syndicale Solidaires est une force syndicale récente, créée à l'initiative des syndicats SUD en 1998. Le 1^{er} syndicat SUD a été créé à La Poste et à France Télécom (aujourd'hui Orange) fin 1988 à la suite de l'exclusion de la CFDT des équipes de la région parisienne pour leurs soutiens à des grèves auto-organisées par les salariés eux-mêmes (les « coordinations »), puis de nombreux SUD se sont créés dans d'autres secteurs professionnels, dans la Santé, les chemins de fer, etc. L'Union syndicale Solidaires est connue pour ses positions radicales, dans les grèves et luttes sociales, mais aussi sa capacité à se lier à de nouveaux mouvements comme le mouvement altermondialiste (Solidaires est membre fondateur d'Attac France) ou les marches climats.

[8] Le système syndical français est basé sur le pluralisme, les différents syndicats se présentant tous les 3 ans dans le cas général devant les salariés qui votent pour élire leurs représentants. La CFDT, syndicat modéré et réformiste, a recueilli 26,39 % en 2017, la CGT, historiquement liée au PCF et plus radicale, 24,85 %, FO, historiquement liée au Parti socialiste mais qui s'est radicalisée depuis 20 ans, 15,60 %, la CFE-CGC, syndicat de cadres, modéré, 10,69 %, la CFTC, syndicat chrétien, modéré, 9,48 %, l'UNSA, syndicats

autonomes modérés 5,35 %, Solidaires 3,46 %. Il faut ajouter la FSU, 1^{er} syndicat de la Fonction publique, majoritairement composé d'enseignants. FSU est membre fondateur d'Attac France.

[9] Une militante d'Attac de 73 ans, Geneviève Legay, a été blessée très grièvement le 23 mars à Nice lors d'une charge policière. Elle est finalement sortie du coma, mais cela a été un événement national qui a permis de mettre le doigt, une fois de plus sur les violences policières pendant le mouvement des Gilets jaunes.